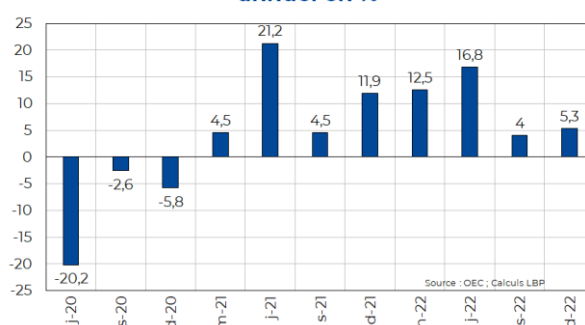


27 avril 2023

## Situation des PME après le choc inflationniste

Evolution du CA des PME en glissement  
annuel en %



Source : Ordre des experts comptables.

- **En 2020, la France comptait 146 000 petites et moyennes entreprises (hors microentreprises). Ces PME employaient 3,9 millions de salariés et réalisaient près de 24 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises.**
- **Au 4e trimestre 2022, le chiffre d'affaires des TPE-PME françaises a augmenté de 5,3 % en glissement annuel, contre 5,9 % pour l'inflation, montrant leurs difficultés à augmenter les prix.**
- **D'après le dernier Baromètre BPI/Rexecode, les dirigeants de PME/TPE font part d'une très légère dégradation de leur trésorerie. Mais les difficultés de recrutement restent la première préoccupation, devant la croissance, les coûts alors que les difficultés d'approvisionnement reculent sensiblement.**
- **Fin 2022, les Prêts Garantis par l'État ont été utilisés en majorité/quasi-totalité par 66 % des PME/TPE souscriptrices. Si 16 % l'ont remboursé ou le feraient dans l'année, 77 % pensent l'amortir sur plusieurs années. Enfin, 7 % des dirigeants craignent de ne pouvoir le rembourser.**
- **Plus largement, d'après la Banque de France, l'accès au crédit bancaire serait aujourd'hui satisfaisant et indépendant de la taille de l'entreprise mais le coût du crédit augmente fortement.**
- **Enfin, les défaillances d'entreprise de taille moyenne constatées en mars 2023 sont supérieures de 28 % au nombre constaté en 2019 et ont doublé par rapport à mars 2022 montrant une nette tendance à la hausse des difficultés.**

Philippe Aurain.

**Avec 146 000 petites et moyennes entreprises (hors microentreprises) qui emploient 3,9 millions de salariés et réalisent près de 24 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises, les PME représentent un enjeu important de l'économie française. Nous faisons un point sur leur situation après le choc inflationniste.**

❖ **Les PME : un enjeu de 24% de la valeur ajoutée des entreprises.**

D'après l'Insee<sup>1</sup>, **les petites et moyennes entreprises (PME) sont celles qui, d'une part, emploient moins de 250 personnes et, d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros.** Elles incluent la catégorie des microentreprises. (MIC) qui occupent moins de 10 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros.

**En 2020, la France comptait<sup>2</sup> 146 000 petites et moyennes entreprises** (hors microentreprises) marchandes non agricoles et non financières. **Ces PME emploient 3,9 millions de salariés (en Equivalent Temps Plein ; soit 29 % de l'emploi salarié en France)** et réalisent près de 24 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises. Ce chiffre n'inclut pas les microentreprises qui sont beaucoup plus nombreuses (4,1 millions d'entreprises qui emploient 2,3 millions de salariés en ETP).

**42 % du chiffre d'affaires des PME est réalisé dans le secteur du commerce et 22 % dans les services**, tandis que les PME industrielles génèrent 19 % du chiffre d'affaires total des PME. Les PME des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers comptent en moyenne 26 salariés (en ETP), 61 % ont moins de 20 salariés et seules 12 % emploient au moins 50 salariés.

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié en ETP	Effectif salarié moyen en ETP	Valeur ajoutée hors taxe (VAHT) par salarié	Immobilisations corporelles par salarié	Salaire annuel moyen	Taux de marge (EBE/VAHT)	Taux d'exportation
	(en milliers)		en ETP	(en milliers d'euros)			(en %)	(en %)
Industrie, dont :	24,1	764,8	32	70	148	38	22	19
industrie manufacturière	22,2	724,4	33	66	105	38	18	20
Construction	23,4	518,0	22	64	49	36	17	1
Commerce	36,5	807,8	22	73	67	38	27	8
Transports et entreposage	8,3	267,5	32	50	88	33	12	12
Services marchands	41,9	1 213,0	29	67	69	43	13	10
<b>Ensemble</b>	<b>134,1</b>	<b>3 571,0</b>	<b>27</b>	<b>67</b>	<b>84</b>	<b>39</b>	<b>19</b>	<b>10</b>

EBE : excédent brut d'exploitation.

**Note :** les actifs immobiliers sont atypiques, ce qui biaiserait les ratios au regard du capital productif des autres activités.

**Champ :** France, PME hors microentreprises des secteurs principalement marchands non agricoles, non financiers et non immobiliers.

**Source :** Insee, É sane 2020.

	microentreprises	dans l'ensemble des entreprises (en %)
<b>Secteurs marchands non agricoles et non financiers</b>		
Nombre d'entreprises	146 381	3,5
Nombre d'unités légales en France	283 829	6,3
Effectif salarié en équivalent temps plein (ETP, en milliers)	3 900	28,8
Valeur ajoutée hors taxes (en milliards d'euros)	269	23,5
<b>Secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers</b>		
Nombre d'entreprises	137 393	4,0
Nombre d'unités légales en France	267 939	7,4
Effectif salarié en ETP (en milliers)	3 626	28,5
Chiffre d'affaires (en milliards d'euros)	834	22,8
Chiffre d'affaires à l'export (en milliards d'euros)	80	12,2
Valeur ajoutée hors taxes (en milliards d'euros)	250	24,0
Immobilisations corporelles (en milliards d'euros)	421	14,7
Investissements corporels bruts hors apports (en milliards d'euros)	36	17,0
Total de bilan (actif net) (en milliards d'euros)	1 155	14,8

**Champ :** France, entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers et entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

**Source :** Insee, É sane 2020.

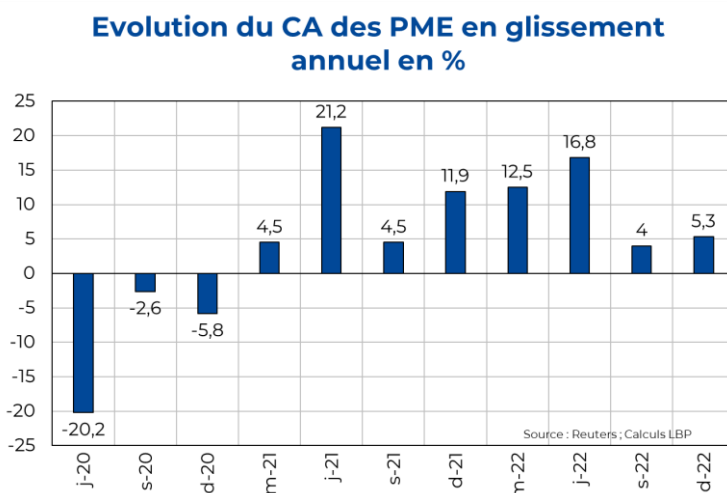
<sup>1</sup> [Définition - Petite et moyenne entreprise / PME / PME | Insee](#)

<sup>2</sup> [Petites et moyennes entreprises \(PME, hors microentreprises\) – Les entreprises en France | Insee](#)

## ❖ Une activité exposée au choc inflationniste.

En dépit du bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité pour les TPE de moins de 10 salariés, de l'« amortisseur électricité » pour les PME de moins de 250 salariés et 50 millions d'euros de chiffre d'affaires et du guichet des aides, les PME ont fortement ressenti les chocs économiques récents.

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2022<sup>3</sup>, l'Indice de Chiffre d'Affaires (ICA) des TPE-PME françaises a augmenté de 5,3 % sur un an en nominal, en nette réduction par rapport au rythme du premier semestre. Sachant que l'inflation s'est établie à 5,9 % en g.a, il est probable que la progression de l'activité réelle ait été freinée.

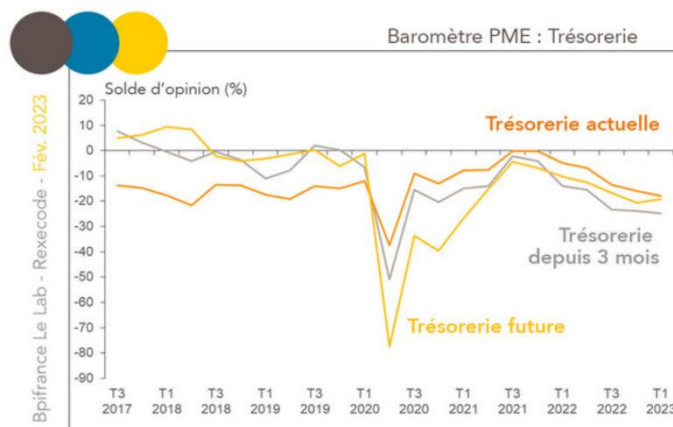


Néanmoins, l'indice de chiffre d'affaires en moyenne annuelle révèle que les entreprises ont vu leur activité croître de 12,6 % en valeur sur 3 ans par rapport à 2019.

D'après le dernier Baromètre BPI/Rexecode TPE/PME (n° 76, janvier 2023)<sup>4</sup>, les dirigeants de PME/TPE font dorénavant part d'une très légère dégradation de leur trésorerie. Les soldes d'opinion sur la situation passée et actuelle de trésorerie perdent respectivement un et deux points pour s'établir sous leur moyenne de long terme à -25 et -18. Ils anticipent toujours, quoique dans une moindre mesure, une dégradation ces 3 prochains mois.

<sup>3</sup> [France-T42022.pdf \(imagepme.fr\)](#), sur base d'échantillon de l'ordre des experts comptables.

<sup>4</sup> <http://www.rexecode.fr/extranet/content/download/42143/432940/version/2/file/Barometre-PME-Bpifrance-Rexecode-2023-02.pdf>



**56 % des dirigeants comptent investir** ou ont investi en 2023, une proportion en hausse sur le trimestre mais en baisse sur un an.

**Les conditions d'accès au crédit restent favorables pour le financement de la trésorerie, mais se durciraient pour celui des investissements.** La part de dirigeants témoignant de difficultés de financement de (a) leur exploitation courante baisse de 2 points, à 16 %, sous ses niveaux d'avant-crise (b) leurs investissements progressent de 5 points à 20 %, au-dessus de sa moyenne de long terme.

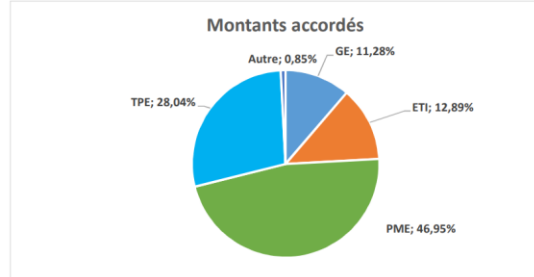
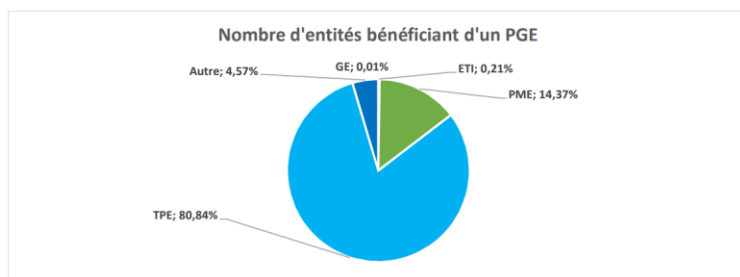
**Les difficultés de recrutement restent la première préoccupation, citées par 57 % des dirigeants.** Deuxième frein à la croissance, les coûts et prix trop élevés inquiètent toujours (cités par 41 % du panel, +9 points sur un an), alors que les difficultés d'approvisionnement reculent sensiblement : 56 % des dirigeants concernés (-11 points). Les contraintes de demande gagnent en importance (37 %, +1 point). **Plus de 372.000 emplois étaient ainsi vacants au troisième trimestre, un chiffre en progression, selon la Dares. Plus de 90 % des dirigeants de PME interrogés cet automne par la CPME cherchaient à recruter,** pointant le nombre insuffisant de candidats et l'inadéquation des profils. Le recrutement reste le problème numéro un des petites entreprises.

**Le Prêt Garanti par l'État a été utilisé en majorité/quasi-totalité par 66 % des PME/TPE concernées** (62 % des entreprises ayant répondu à l'enquête). Si 16% l'ont remboursé ou le feraient dans l'année, 77 % pensent l'amortir sur plusieurs années. Enfin, 7 % des dirigeants craignent de ne pouvoir le rembourser (-2 points sur un trimestre).

La majorité des échéances PGE a démarré au printemps 2022. 40 milliards ont été remboursés sur les 143 milliards d'euros contractés. En 2022, la médiation du crédit a été saisie de 550 dossiers de restructuration, un nombre qui reste faible.

Tableau de situation des PGE fin 2022.

Taille	Nombre de bénéficiaires		Montants accordés		Seuils appliqués pour définir la taille du bénéficiaire			
	Nombre	Part dans le total	Encours	Part dans le total	Critères	Effectifs	Chiffre d'affaires	Total du bilan
Grandes entreprises (GE)	59	0,01%	16,157	11,28%	Très Petites Entreprises	< 10	< 2 millions d'€	< 2 millions d'€
Entreprises de taille intermédiaires (ETI)	1 435	0,21%	18,461	12,89%	Petites et Moyennes Entreprises	< 250	< 50 millions d'€	< 43 millions d'€
Petites et Moyennes Entreprises (PME)	98 431	14,37%	67,259	46,95%	Entreprises de Taille Intermédiaire	< 5 000	< 1,5 milliard d'€	< 2 milliards d'€
Très Petites Entreprises (TPE)	553 774	80,84%	40,178	28,04%	Grandes Entreprises	≥ 5 000	≥ 1,5 milliard d'€	≥ 2 milliards d'€
Autres	31 301	4,57%	1,215	0,85%	Autres	Entreprises avec un niveau d'activité inconnu par la BDF		
<b>Totaux</b>	<b>685 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>143,270</b>	<b>100,00%</b>				



❖ **Un accès au crédit peu discriminé par la taille de l'entreprise.**

**D'après la Banque de France<sup>5</sup>, l'accès au crédit serait indépendant de la taille de l'entreprise.**

À fin février 2023, la croissance de l'encours des crédits bancaires accordés aux sociétés non financières (SNF, toutes tailles) s'élève à + 6,9 % en rythme annuel, en légère augmentation par rapport à janvier (+ 6,8 %). Cette dynamique est toujours portée par les crédits à l'investissement dont la croissance annuelle se maintient à un niveau élevé (+ 7,3 % en février) mais aussi par les crédits de trésorerie dont le taux de croissance en février est supérieur à celui constaté en janvier (+ 5,7 %, après + 4,6 %).

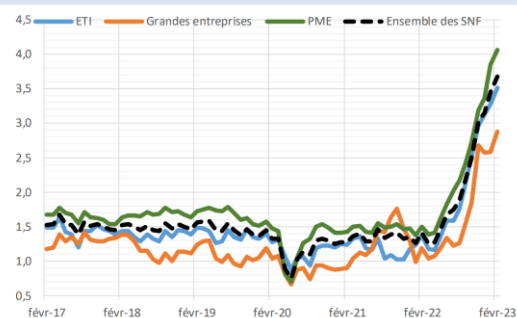
Si elle est indépendante de la taille des entreprises, la croissance des encours de crédit montre en revanche une tendance différente selon les secteurs d'activité entre d'une part l'hébergement/restauration et les industries manufacturières qui se désendettent, et d'autre part le reste des secteurs dont les encours de crédit progressent.

Le taux moyen des crédits bancaires continue à augmenter en février (3,68 %, après 3,45 % en janvier), celui des émissions de titres de dette ayant quant à lui fortement progressé, effaçant la baisse de janvier (4,31 %, après 3,96 % en janvier et 4,33 % en décembre).

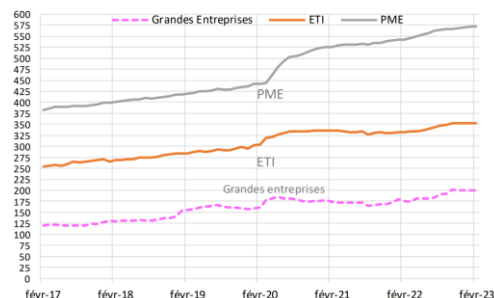
<sup>5</sup> [Stat Info - Financement des SNF \(banque-france.fr\)](https://www.banque-france.fr/statistiques/financement-des-snf)

	Encours en Mds €	Taux de croissance brut annuel en %			Coûts en % (taux d'intérêt annuel)		
	févr-23	déc-22	janv-23	févr-23	déc-22	janv-23	févr-23
<b>Total SNF</b>	1 333,2	7,4	6,8	6,9	3,14	3,45	3,68
<i>dont:</i>							
- PME	571,4	5,5	5,5	5,2	3,36	3,85	4,06
- ETI	352,6	6,7	6,3	6,3	3,12	3,28	3,51
- Grandes entreprises	199,6	15,8	12,2	13,0	2,57	2,59	2,88

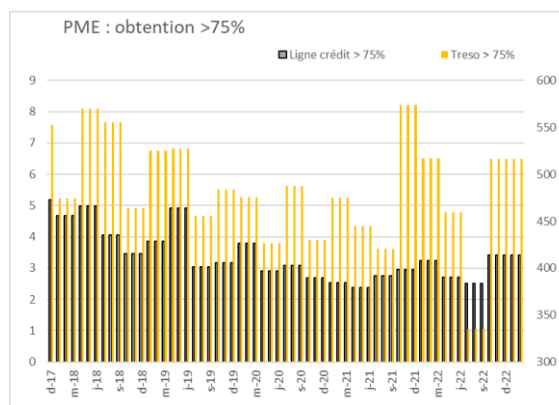
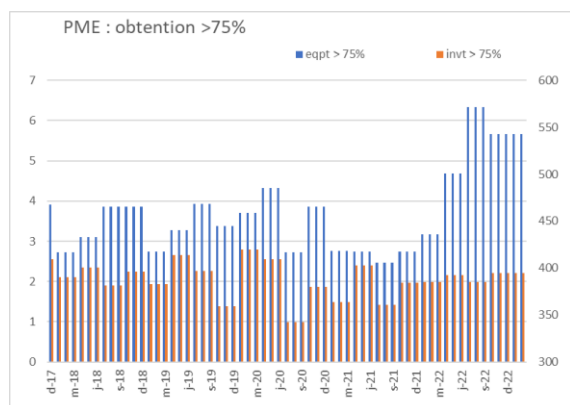
Taux d'intérêt par taille d'entreprises (en %) W



Encours de crédits mobilisés par taille d'entreprises (en mds €) W



Part des crédits (équipements, investissements, trésorerie et ligne de crédit) obtenu à plus de 75%



### ❖ Des défaillances en forte hausse<sup>6</sup>.

Les défaillances d'entreprise de tailles moyennes constatées en mars 2023 sont supérieures de 28 % au nombre constaté en 2019 et de 99 % par rapport à mars 2022.

Défaillances en nombre d'unités légales, glissement en %

	Cumul 12 derniers mois <sup>a</sup> (données brutes)							
	2019	Fév. 23	Fév. 23 /Fév. 22	Fév. 23 /2019	Mars 22	Mars 23 prov.	Mars 23 /Mars 22	Mars 23 /2019
<b>PME, dont</b>	51 119	44 087	51,5 %	-13,8 %	30263	45 081	49,0 %	-11,8 %
<i>Microentreprises et taille indéterminée</i>	48 747	40 876	49,1 %	-16,1 %	28473	41 736	46,6 %	-14,4 %
<i>Très petites entreprises</i>	1 478	2 015	93,8 %	36,3 %	1124	2 081	85,1 %	40,8 %
<i>Petites entreprises</i>	650	902	88,3 %	38,8 %	509	952	87,0 %	46,5 %
<i>Moyennes entreprises</i>	244	294	84,9 %	20,5 %	157	312	98,7 %	27,9 %
<b>ETI-GE</b>	26	37	76,2 %	42,3 %	22	39	77,3 %	50,0 %
<b>Ensemble</b>	51 145	44 124	51,5 %	-13,7 %	30285	45 120	49,0 %	-11,8 %

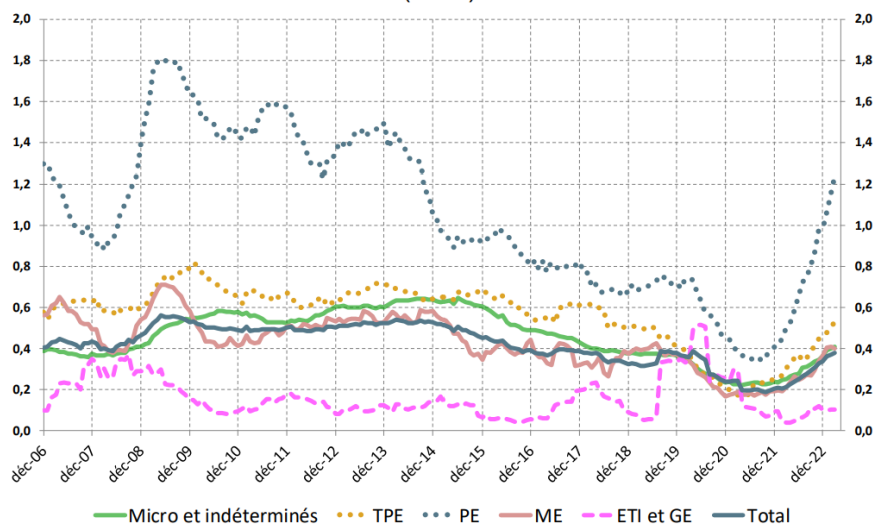
<sup>6</sup> Stat Info - Les défaillances d'entreprises (banque-france.fr)

## 4 – Poids des défaillances des entreprises non financières en termes d'encours de crédit

Cumul sur les douze derniers mois

déc. 2006 à février 2023 (+ mars 2023 provisoire)

(en %)



**En conclusion, les PME sont aujourd'hui dans une situation instable.** Elles ont traversé la crise en maintenant un niveau d'activité satisfaisant, notamment en raison des aides publiques significatives dont elles ont profité. **Néanmoins, elles sont aujourd'hui touchées au premier rang par la crise des recrutements,** ne bénéficiant pas de marque employeur forte. Si elles semblent toujours avoir accès au crédit, la hausse des taux va alourdir leur charge d'intérêt et peser sur leurs résultats. **La très forte hausse des défaillances traduit probablement une sortie de crise difficile.**

\*\*\*

Direction des Finances et de la Stratégie – Direction des études économiques :

[Ouvrir ce lien pour s'abonner](#)

Les analyses et prévisions qui figurent dans ce document sont celles du service des Etudes Economiques de La Banque Postale. Bien que ces informations soient établies à partir de sources considérées comme fiables, elles ne sont toutefois communiquées qu'à titre indicatif. La Banque Postale ne saurait donc encourir aucune responsabilité du fait de l'utilisation de ces informations ou des décisions qui pourraient être prises sur la base de celles-ci. Il vous appartient de vérifier la pertinence de ces informations et d'en faire un usage adéquat.